



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GÉNÉRAUX EN RETRAITE : UNE TRIBUNE LOURDE DE MENACES POUR NOTRE CAMP SOCIAL

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 6 MAI 2021

Le 21 avril, le torchon d'extrême droite *Valeurs Actuelles* a publié la tribune d'une vingtaine de généraux à la retraite, rejoints par une centaine de hauts gradés et un millier d'autres militaires. Prétendant que « *l'heure est grave, la France est en péril* », ils dénoncent le « *délitement* » causé par « *un certain antiracisme* » qui n'aurait pas d'autre but que de préparer « *la guerre raciale que veulent ces partisans haineux et fanatiques* ». Avant de faire planer la menace d'un putsch militaire au cas où le gouvernement n'agirait pas assez fermement contre l'islamisme et contre ce qu'ils appellent l'antiracisme « *haineux* » et « *les hordes des banlieues* ».

Et pour que le message soit clair, les signataires ont choisi la date du 21 avril pour rendre public leur appel : 60 ans jour pour jour après la tentative avortée du putsch des généraux pro-« Algérie française » à Alger, le 21 avril 1961.

PAR SA POLITIQUE, LE GOUVERNEMENT ENCOURAGE LES FORCES LES PLUS RÉACTIONNAIRES

Macron et son gouvernement peuvent être fiers, eux qui ont largement contribué à diffuser, quand ils n'en n'ont pas pris l'initiative, des campagnes racistes et islamophobes, autour notamment de la loi « séparatisme » et de la polémique sur l'« islamo-gauchisme ».

Mais les mêmes qui voient dans les réunions en « non-mixité » organisées par l'UNEF « *des choses qui ressemblent au fascisme* » n'ont presque rien trouvé à redire à cet appel au putsch formulé par des généraux, certes à la retraite, mais ayant encore des liens dans l'armée.

La ministre des armées, sortie de son silence au bout de 4 jours, a fini par annoncer que les signataires en activité seraient sanctionnés. Mais comment ne pas s'étonner sur le faible nombre de ceux qui le seront éventuellement, quand on met en parallèle la répression qui s'abat ces dernières années sur d'autres fonctionnaires astreint.e.s au

devoir de réserve : inspecteurs et inspectrices du travail, profs et personnel de l'éducation, y compris des syndicalistes.

DES SOUTIENS PRÉVISIBLES

Sans surprise, ces généraux réactionnaires ont trouvé le soutien de Marine Le Pen et de Eric Zemmour, nostalgique de Pétain et de Napoléon. Le Pen déclarant : « Je souscris à vos analyses et partage votre affliction. [...] Je vous invite à vous joindre à notre action pour prendre part à la bataille qui s'ouvre, qui est une bataille certes politique et pacifique, mais qui est avant tout la bataille de la France ».

Ainsi, malgré ses efforts de dédramatisation pour paraître présidentiable, elle n'a pas pu s'empêcher de renouer avec ce qui a toujours été le fond politique du Front National fondé par Jean-Marie Le Pen avec d'anciennes figures de l'OAS : le racisme anti-arabe et la nostalgie de l'Algérie française.



NE PAS SOUS-ESTIMER LE DANGER

Evidemment, nous ne sommes pas à la veille d'un putsch militaire. Nos généraux fascistes n'en sont encore qu'à rêver de remplacer un Macron qui n'a pas su se faire respecter des Gilets jaunes, ni de bien des travailleurs et de jeunes en lutte, et dont les lois sécuritaires et les accents xénophobes anti-immigrés ne sont pas assez tonitruants à leur goût.

Mais à l'heure où le Fond Monétaire International met en garde les gouvernements capitalistes contre un risque d'explosions sociales au sortir de la pandémie, leur tribune nous rappelle une chose : l'armée française - d'active celle-là - qui fait aujourd'hui la police en Afrique et y multiplie les bavures contre la population civile, est toujours prête à venir la faire ici aussi, le jour où le grand patronat jugera utile de la mobiliser contre des travailleurs en rébellion.

En Mai 68, De Gaulle était bien allé voir en catimini le général Massu pour le consulter sur la façon de mater la grève générale. Ne nous laissons pas abuser par la fable d'une armée qui serait en tout temps respectueuse de la légalité républicaine.

DANS LES FONDERIES COMME PARTOUT, EMPLOIS SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DU PROFIT

En occupant le site que Renault veut liquider, nos camarades des Fonderies de Bretagne refusent d'être sacrifiés sur l'autel du profit, seule boussole des dirigeants.

MBF à St Claude, SAM à Decazeville, FVM à Villers la Montagne, GUPTA dans la Vienne et l'Indre... D'après le rapport Berger, 5.000 postes sur 13.500 sont menacés dans la filière fonderie automobile. Et le Plan d'Action Fonderie annoncé lundi par le gouvernement prévoit d'accompagner une restructuration du secteur autour de deux ou trois « champions nationaux » !

Mais dans les fonderies comme ailleurs, les salarié.e.s ne veulent pas de plans d'accompagnement des suppressions d'emplois. C'est une question de survie pure et simple pour des millions de gens, qui peuvent se demander avec raison pourquoi les directions syndicales n'offrent sur ce sujet aucune perspective d'action à la hauteur de la situation.

Refus de toute suppression d'emploi, réduction du temps de travail sans réduction de salaire avec embauches correspondantes jusqu'à disparition du chômage, il y a pourtant urgence.

INDE: LA CATASTROPHE SANITAIRE NE DOIT PAS EN CACHER UNE AUTRE

Des buchers en plein air pour brûler les morts : le monde entier a pu voir en images ce symbole de la catastrophe sanitaire en cours en Inde.

Dans un pays pourtant à la pointe des hautes technologies : informatique, biotechnologie, robotique ... Situation dont le gouvernement d'extrême droite de Modi est le premier responsable. Il s'est vanté en février d'une victoire sur le virus, mais n'a rien fait pour préparer la suite. Pire, concentré sur une campagne préélectorale, il a tenu des meetings géants, et laissé 25 millions de personnes participer à un pèlerinage hindou. Hors toute précaution sanitaire.

Cette catastrophe sanitaire a fait momentanément passer au second plan la catastrophe sociale engendrée par la politique ultralibérale de Modi.

Celle-ci, comme ailleurs dans le monde, a entre autres privé le pays d'infrastructures hospitalières suffisantes, et fait exploser les inégalités. Une politique contestée en particulier par des millions de paysans en lutte depuis des mois : avec une marche géante de 250.000 d'entre eux jusqu'à la capitale Delhi fin 2020.

TCHAD:IDRISS DÉBY PÈRE MORT MACRON AU SECOURS... DU FILS

En 1990, Idriss Déby chasse du pouvoir Hissene Habré et instaure une dictature soutenue, sans états d'âme, par tous les gouvernements français depuis lors.

Le mois dernier, Idriss Déby meurt dans des circonstances pas claires. Aussitôt, une junte

militaire installe au pouvoir son fils, Idriss Déby Itno, bafouant les règles constitutionnelles du pays.

Cela n'a pas empêché Macron de se précipiter aux funérailles du défunt et de parader aux côtés de ce chef d'Etat autoproclamé, même si pour la forme la France souhaite un retour aux institutions civiles.

Macron voulait s'assurer du maintien du Tchad dans le dispositif militaire français au Sahel : l'armée tchadienne y joue un rôle indispensable. Empêtrée depuis une décennie dans une soi-disant guerre contre le terrorisme au Sahel, la France compose avec ce coup d'État pour tenter de sauver sa propre stratégie militaire en Afrique.

PLAN BIDEN AUX USA : QUELQUES MESURES BIENVENUES NE FONT POURTANT PAS UNE RÉVOLUTION

Qui cracherait sur un chèque de 1.400 \$ (environ 1.200 €) promis à chaque personne adulte ou enfant ? Bouffée d'air pour 2021, ok, mais après ? Qui bouderait la relance de l'investissement public dans des infrastructures vieillissantes, pour financer des écoles maternelles et la gratuité de certaines études supérieures courtes ? Mais le système de santé restera essentiellement privé, et pas question de diminuer le budget militaire.

Quant à la volonté d'augmenter les impôts pour les riches et les entreprises, on ne va pas les mettre sur la paille: seule seront concernées les personnes aux revenus supérieurs à 400.000 \$ par an (environ 28.000 € par mois), et les hausses d'imposition des entreprises ne feront que compenser les baisses de l'ère Trump. En bref, toute mesure positive est bonne à prendre, mais on est bien loin d'une révolution qui remettrait en cause la logique capitaliste du système.

L'objectif de Biden est au contraire, avec sa politique, de redonner du tonus à une puissance américaine en déclin.

LOI « CLIMAT » : LE COMPTE N'Y EST PAS MANIFESTONS LE DIMANCHE 9 MAI

La communauté scientifique ne cesse d'alerter sur le désastre environnemental qui s'accélère. Mais malgré l'ambition affichée par le gouvernement, le texte de loi « Climat » qui vient d'être voté à l'assemblée le 4 mai avant de passer au Sénat est très éloigné des nécessités en matière de réduction des gaz à effet de serre en particulier. Il est même très loin des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, qui, sans être révolutionnaires, étaient pourtant pour la plupart de bon sens. C'est pourtant bien d'une véritable révolution et non de réformes cosmétiques dont nous avons besoin : une révolution qui en finisse avec la logique capitaliste de production pour le profit, une logique toxique pour le climat et la vie de l'humanité tout entière. C'est dans cet esprit que le NPA appelle à assurer le succès des manifestations du 9 mai prochain.

**A Rouen 14h30 - Prairie Saint Sever
Quais Rive Gauche**